

Mikhaïl Gorbatchev et l'économie soviétique

Une analyse des discours du secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique

Gérard Wild *

Le XXVII^e congrès du Parti communiste vient de s'achever, marqué selon la tradition par l'adoption d'un plan quinquennal — le douzième — dont il va falloir maintenant s'attacher à décrire le contenu, la logique, les implications.

Ce congrès a été surtout l'occasion d'entendre à nouveau le secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev évoquer dans un long discours (plus de cinq heures) le passé, le présent et l'avenir de la société qu'il a en charge depuis près d'un an. A l'heure où ces lignes sont écrites, ce discours n'a pu faire encore l'objet d'une analyse approfondie. Mais il semble d'ores et déjà qu'il s'inscrive dans une ligne peu différente sur le fond de celle qui fut adoptée dès le lendemain de son intronisation.

Car M. Gorbatchev a parlé d'abondance depuis mars 1985 : pas moins d'une quinzaine de discours de bon calibre, la plupart consacrés à la formulation d'un diagnostic sur l'état de l'Union et de propositions d'action. On voudrait ici présenter, au travers de ces multiples interventions du secrétaire général, les premiers contours de ce qu'on appellera un jour la « ligne Gorbatchev ».

On évoquera ensuite les contradictions et les imprécisions que laisse apparaître la « logique » du secrétaire général. En effet, si M. Gorbatchev parle beaucoup, si de surcroît il parle bien, sa capacité réelle de modifier le cours de l'évolution reste encore bien incertaine.

* Gérard Wild est chef du département « économies socialistes » du CEPPII.

La logique Gorbatchev

Les premiers contours, disions-nous. Car il serait vain d'espérer tirer de ces discours « post-électoraux » étalés sur une période somme toute brève, autre chose que des grandes lignes de réflexion et d'action, plus que l'énoncé de constats généraux et de grandes priorités. En outre M. Gorbatchev est avant tout un homme politique : il fonde son action plus sur l'intuition et la conviction que sur la recherche préalable d'une cohérence sans faille dans l'analyse du système qui lui est confié. A bien des égards, ses interventions sont des pièces qu'il faut s'efforcer de rabouter, fût-ce au risque de quelques déformations, pour reconstituer une logique. Chaque intervention elle-même, faite à un moment et devant un public différent doit faire l'objet d'une mise en perspective qui la rende plus « intelligible ». A la décharge du secrétaire général on notera cependant qu'il reprend, d'un exposé à l'autre, les mêmes thèmes, peu nombreux, qu'il juge capitaux. En croyant ainsi aux vertus de la répétition et de l'insistance, il facilite la tâche de l'« exégète ».

L'état de l'Union

Une chose est sûre : pour M. Gorbatchev, la principale préoccupation, c'est la situation économique, actuelle et future, de l'Union soviétique. Il le réaffirme à toutes les occasions, même dans les interventions consacrées à l'autre problème qui, pour lui, est crucial, les relations avec les Etats-Unis. De mettre les problèmes économiques au cœur du système n'a en soi rien de bien original : les prédécesseurs de M. Gorbatchev, aussi loin qu'on remonte dans le temps, en faisaient autant. Et il y a belle lurette que dans la plupart des grands pays industrialisés, qu'on soit juriste, acteur ou épiciier, on tend à mesurer l'état de la nation à l'aune de son potentiel et de ses performances économiques.

M. Gorbatchev donc n'innove pas de ce point de vue-là. Il faut, dit-il en substance, pour que l'Union soviétique tienne sa place dans le monde, garantisse sa capacité de défense sans « aller dans la voie d'une réduction des programmes sociaux » [12], accélérer sa croissance. Il fixe même un objectif : passer des 3 % de progression annuelle moyenne d'aujourd'hui, à 4 % [11]. A la suite de tous les autres, il se préoccupe donc, pour reprendre une terminologie marxiste banale, du « niveau des forces productives ». Il n'est pas non plus le premier à souligner que l'obtention de performances meilleures passe par une amélioration qualitative de ces mêmes forces productives, ou, pour reprendre là aussi un concept largement utilisé depuis une quinzaine d'années, par l'« intensification » du développement.

N'eût été une certaine façon d'alléger la langue de bois par le recours aux détails

concrets et aux termes du langage vivant, par un souci de la formule condensée et de la légèreté syntaxique, M. Gorbatchev serait passé, avec ce seul discours pour un simple continuateur de la vieille garde, la jeunesse en plus.

Mais voilà, M. Gorbatchev ne se contente pas de décaper les analyses et les formules patinées de ses prédécesseurs. Il va plus loin dans le réquisitoire : il le dramatise. Face à la confiance tranquille dont faisait preuve M. Brejnev, M. Gorbatchev n'évoque rien moins que le risque d'une catastrophe et souligne, avec force, la nécessité et l'urgence d'un sursaut national : ce qui est cause, c'est « le destin historique du pays, c'est la position du socialisme dans le monde » [7]. Au passage d'ailleurs il égratigne ses prédécesseurs, et plus particulièrement M. Brejnev ¹. Ne dit-il pas que depuis le début des années soixante-dix « on » a laissé s'accumuler les difficultés au lieu de les combattre au fur et à mesure de leur apparition, « on » a manqué de continuité dans la mise en œuvre des mesures prises ? « On » a parlé mais « on » n'a pas agi : « il faut passer de la conversation aux actions pratiques » [3]. Du coup l'Union soviétique se trouve aujourd'hui devant la nécessité absolue de *faire* l'intensification, de prendre un tournant décisif, « dans un délai historique bref » [9]. « Il ne faut pas tarder, il ne faut pas attendre, car nous n'avons plus le temps ; ce temps a été épuisé dans le passé » [9]. Pour M. Gorbatchev l'URSS se trouve aujourd'hui dans une situation analogue à celle des années trente — « une période cruciale de l'histoire de la Patrie » [13] — et l'effort à réaliser est du type de celui qui a été fait au cours de la période d'industrialisation.

Reste à comprendre la signification de cette dramatisation. Par certains aspects, M. Gorbatchev dresse en effet sur la santé de son pays un diagnostic qui aurait valu à n'importe qui il y a peu encore une accusation indignée d'antisoviétisme. On pourrait même lui reprocher de passer par trop sous silence les résultats positifs déjà acquis : au lieu de faire l'objet comme c'est la tradition de larges développements autosatisfaits, ceux-ci ne sont évoqués « qu'en passant ». Par contre, il n'y a pas de mots assez sévères pour condamner le gaspillage de ressources, pour fustiger l'insuffisant dynamisme des secteurs et des régions, pour dénigrer la qualité des productions, en particulier celles destinées à la consommation des ménages. « Même les produits relevant de la catégorie supérieure ne supportent pas, parfois, la comparaison avec les meilleurs produits occidentaux » [12].

Pour M. Gorbatchev le tableau n'est pas encore complet. Le niveau des productions est insuffisant certes, la qualité du développement est mauvaise, c'est sûr. Mais ce qui est en cause derrière cela, c'est une atonie générale du corps social qui se reflète dans « la passivité productrice et sociale, le parasitisme, le nihilisme moral, les formes cachées des revenus et des biens » [1]. Le mal est dans la société, dans les « rap-

1. Cette critique indirecte de M. Brejnev, a attiré l'attention des observateurs présents au XXVII^e congrès. Comme on le voit, elle est déjà très claire dans tous les discours précédents.

ports de production », dans la relation qu'entretiennent les individus vis-à-vis de l'économie, dans l'absence de cohésion autour des objectifs vitaux du pays. C'est donc en grande partie par une action sur la psychologie sociale qu'on résoudra les problèmes économiques.

Cette intrusion de la sociologie dans la problématique, il y avait bien longtemps qu'on ne l'avait pas observée. Certes elle reste fidèle à l'approche marxiste-léniniste. Mais observons aussi que pour avoir adopté une telle approche dans un rapport semi-clandestin, une socio-économiste de la section sibérienne de l'Académie des sciences aurait, il y a un peu plus d'un an, frisé la disgrâce.

La mobilisation

Muni d'une grille d'analyse faisant une place primordiale à la critique des comportements sociaux d'une part, à la nécessité d'une action urgente d'autre part, M. Gorbatchev donne logiquement la priorité dans ses propositions de médication à la mobilisation immédiate de la société. Seule cette mobilisation est capable de provoquer le sursaut national dont l'économie a besoin. Seule également est-elle en mesure, par un impact rapide sur les productivités, de faciliter la mise en œuvre d'une politique d'investissement dont les effets ne peuvent qu'être étalés dans le temps [12].

Mais l'ambition de M. Gorbatchev n'est pas seulement de « secouer » la société pour un temps : il veut la changer durablement afin qu'elle soit adaptée aux défis de la fin du siècle. De la même façon qu'il veut un « autre développement », il veut un « autre homme ». En cela, il ne se contente pas d'inscrire la mobilisation sociale dans une seule perspective de court terme ; elle est un élément de sa stratégie de long terme.

Seuls des hommes confiants dans la justice qui leur est faite pourront retrouver le goût perdu à la participation à l'effort collectif, la volonté de défendre et de faire progresser — par l'économie — la société à laquelle ils appartiennent. Pour cela il faut faire en sorte que soient établis l'ordre moral et la justice [9]. L'ordre moral d'abord par lequel chacun est jugé à sa capacité d'« accorder ses actes à ses discours » [1]. Peut-être est-ce là le thème le plus fréquent de tous ceux qui parsèment le discours de M. Gorbatchev. L'homme, dit-il, « entend une chose et dans la vie, il voit autre chose » [2] ; il faut désormais qu'il soit « jugé selon ses résultats et non selon ses intentions » [1]. Dans cette instauration d'un ordre social plus juste, une place particulière bien sûr est donnée aux conditions de vie, à l'amélioration de l'approvisionnement de la population, en biens de consommation, en services (notamment de santé), en loisirs [7]. Non moins importante est la lutte contre l'égalitarisme dans la rémunération : dans le réapprentissage de la responsabilité et de l'initiative, la promotion des hommes à leur juste place et selon leur apport à la collectivité est

un levier de premier plan. La fonction d'ingénieur doit, dans cette optique, être revalorisée [13].

M. Gorbatchev ne vise rien d'autre, au fond, que le renouvellement total de l'état d'esprit de la population à l'égard des choses de l'économie. Ce « changement d'attitude, de l'ouvrier au ministre » [11], ce « regard neuf » [1-11] passent aussi par une amélioration de la communication. Il ne s'agit pas seulement d'une meilleure utilisation des médias et d'un perfectionnement de l'activité des propagandistes ; il s'agit surtout de renforcer la transparence et la vérité dans le système de circulation de l'information, car « mieux les gens sont informés, plus ils agissent consciemment, plus ils soutiennent activement le parti » [2]. Fini le double langage, l'abus de pouvoir des potentats de guichet, la tromperie organisée dans l'information : il faut débureaucratiser, réduire la « production démesurée de papiers et les réglementations tatillonnes » [7]. C'est ainsi que se renforcera la foi du citoyen soviétique dans les idéaux socialistes, dans le rôle pacificateur de l'URSS et dans ses capacités d'adaptation aux défis du futur. Car au fond M. Gorbatchev, derrière la démobilisation productive, dénonce la démobilisation idéologique et patriotique.

M. Gorbatchev ne se contente pas de dresser le portrait de l'homme nouveau qu'il souhaite voir apparaître dans son pays. Pour lui, c'est dès à présent que les comportements doivent changer : « Il faut absolument une énorme mobilisation de toutes les forces productives... Il n'y a pas d'autre voie » [11]. Aux enjeux de demain correspondent d'autres comportements ; à l'urgence du danger répond la mobilisation immédiate. En insérant cette dernière dans une logique englobant le long terme et l'économie, en couplant dramatisation et mobilisation, M. Gorbatchev va ainsi plus loin que M. Andropov qui, lui aussi, s'était promis de « secouer » la société soviétique.

Les forces productives qu'il faut mobiliser sont bien sûr les ressources — d'équipements, de main d'œuvre, de matières premières, de produits intermédiaires — utilisées par les entreprises. Mais cette mobilisation ne peut être le fait que des hommes, de chacun d'entre eux, et surtout du Parti. Cela est également spécifique à M. Gorbatchev : il parle au peuple, sans aucun doute, il l'appelle à tendre son énergie, mais il vise d'abord le parti et les cadres. Ce sont eux qu'il désigne comme les premiers à devoir « de haut en bas, réaliser un tournant dans l'état d'esprit » [13]. Ce sont eux qui pâtiront les premiers de la politique de remise en ordre et de retour à la discipline, qui permettra de « liquider les maillons inutiles » [7] de « s'interroger plus sévèrement sur les chefs des collectifs » [7], « de compléter les organes directeurs du parti en cadres frais... » [7]. C'est en visant haut, en frappant fort et vite que M. Gorbatchev peut espérer rendre crédible le processus de remise en confiance du citoyen. Il semble que sur ce point, il ait largement commencé, lui au moins, à mettre ses actes en accord avec ses paroles. C'est à ce prix — et, on le verra, en courant quelques risques — qu'il entend retrouver ce qui a fait la réussite de l'économie de guerre : « l'autorité inébranlable du plan, la discipline, la responsabilité

vis-à-vis de l'ouvrage, l'initiative, la créativité, l'audace et la conviction des travailleurs, la capacité d'organisation des chefs » [9]. A cette époque, où étaient associés l'autorité ferme du centre et l'enthousiasme des exécutants, « les ingénieurs inventaient, les intellectuels se mobilisaient, et les jeunes eux-mêmes se motivaient » [9].

La politique économique

Convaincu que le redressement national ne peut s'opérer sans la prise en compte des facteurs moraux et psychologiques, M. Gorbatchev fait également une large place dans ses propositions d'action, à ce qu'il est convenu d'appeler les « dynamiques d'encadrement » : la politique économique et les mesures d'organisation. Sur ces deux aspects, il fait preuve sans doute de moins de vigueur et d'originalité que sur les aspects plus sociopolitiques de son analyse. Du moins doit-on reconnaître que ce relatif recul s'insère lui aussi dans la logique. Si le mal dont souffre l'URSS relève de l'état d'esprit du corps social, c'est évidemment à cela qu'il faut porter avant tout attention. D'autre part, si le reproche adressé aux prédécesseurs vise non pas leurs intentions mais leurs actes, il devient difficile de remettre en cause leurs orientations. Enfin, il est clair qu'en ces domaines les décisions ne peuvent être fondées que sur des expertises longues, et non seulement sur l'intuition et la conviction de l'homme politique. Aussi ne doit-on pas s'étonner, en première analyse, de la moindre originalité de M. Gorbatchev dans ses propos sur ces thèmes.

Prenons ce qui est dit sur la politique économique. En mettant en avant le rôle central que tiendra le progrès scientifique et technique dans la croissance de demain, le secrétaire général reste fidèle à la ligne tracée par ses devanciers récents et plus anciens. Sa foi en les vertus de la science ne paraît ni plus ni moins grande que la leur. Il est cependant lui-même lorsqu'il réclame dans ce domaine « des avancées révolutionnaires » [7], lorsqu'il annonce une réforme de l'enseignement supérieur, lorsqu'il s'attaque à l'inefficacité des instituts sectoriels de recherche [7, 16]. De la même façon, l'exigence renouvelée vis-à-vis de la qualité des produits n'a d'originale que la vigueur avec laquelle elle est soulignée. Quant aux grands programmes — énergétique, alimentaire — élaborés sous les dirigeants précédents, M. Gorbatchev les reprend à son compte. Tout au plus observera-t-on une réticence claire aux vastes plans d'aménagement des espaces désertiques d'Asie centrale par le détournement des fleuves sibériens [17]. Mais il est vrai que le plenum d'octobre 1984, qui avait été largement consacré à ce projet, n'avait pas non plus pris de décision ferme sur ce point.

Au total M. Gorbatchev ne considère pas, pour l'instant, que la ligne du XXVI^e congrès — celui qui avait adopté le plan quinquennal pour 1981-1985 et les orientations pour 1990 — doive être remise en cause. Ce qui lui importe avant tout, c'est qu'elle soit appliquée : « Ce n'est pas tout de prendre de bonnes décisions. Le plus important c'est de les exécuter, de commencer à agir » [13].

Dès lors les quelques informations qu'il délivre concernant les orientations de politique économique pour le quinquennat à venir, pour intéressantes qu'elles soient, s'inscrivent dans une ligne d'action attendue. Il était clair par exemple que l'Union soviétique devait dans le cadre de la politique d'« intensification » modifier progressivement la composition organique du capital : aux dépens de la construction, au profit des machines et équipements. En annonçant une forte croissance des investissements dans le secteur des constructions mécaniques (80 %), sans d'ailleurs en dire plus concernant la progression globale des dépenses d'investissements, M. Gorbatchev a le mérite d'apporter une information cohérente avec son analyse. Il en est de même pour ce qui est des catégories de produits qui recevront, dans le cadre de cette grande priorité, une attention toute privilégiée : l'électronique, l'informatique, les appareils et instruments [12]. Ce sont elles qui seront les supports de la modernisation notamment dans la branche des machines outils, autre secteur logiquement prioritaire. D'ores et déjà d'ailleurs, apprend-on au passage, que certains ministères pas trop gourmands des allocations de l'Etat, ont dû réviser quelque peu leurs demandes initiales d'investissement ; ainsi le ministère des matériaux de construction et celui des équipements pour l'élevage [12].

Concernant les règles du jeu qui guident le fonctionnement de l'économie, M. Gorbatchev part, là aussi, d'un constat simple : « les mécanismes de régulation existent, il faut les appliquer » [3] ; « nous devons aller dans le sens d'un renforcement et d'un développement du centralisme démocratique » [12]. Autrement dit, le système est bon, il convient simplement de le réviser, de le perfectionner, d'aller vers une « utilisation plus harmonieuse des avantages de l'économie socialiste » [8].

D'où parmi les intentions déclarées, la volonté de modifier quelque peu le partage des responsabilités entre les institutions centrales d'une part, le centre et la périphérie d'autre part. Le Gosplan par exemple, poutre maîtresse du système, se voit appelé à concentrer son attention sur la définition des grandes lignes stratégiques et par contre à abandonner l'idée de vouloir maîtriser dans toute sa complexité le jeu des innombrables liaisons intersectorielles. De même les ministères se voient invités à se préoccuper moins de la gestion quotidienne de leurs entreprises et plus de la politique générale des secteurs dont ils ont la responsabilité. Déchargés d'une partie de leurs tâches, les divers éléments du « Centre » pourront mieux articuler leurs activités, dans le cadre d'instances nouvelles de coordination : à la manière de ce qui s'est passé pour la filière agro-industrielle, on pourrait ainsi voir apparaître des changements dans l'organisation du « complexe d'investissement » touchant les multiples ministères s'occupant de construction et de production d'équipements.

Voilà pour l'amélioration du « centralisme ». Pour ce qui est du « démocratique », l'idée de Gorbatchev est de développer l'autonomie des entreprises, le rôle des soviets locaux, ainsi que celui des « collectifs de travail » [1]. Elle consiste également en une utilisation meilleure des instruments économiques traditionnels : l'autonomie

comptable, qui doit être renforcée, les prix, dont le système doit être assoupli, la « stimulation matérielle » [12]... De ce point de vue les expériences en cours dans certains secteurs et régions du pays devront être « élargies » [12].

Ainsi se présente la « logique Gorbatchev », composée d'un diagnostic et d'un traitement cohérents l'un par rapport à l'autre, et d'une série de propositions articulées dont les éléments de court terme et de long terme d'une part, les aspects socio-politiques et technico-économiques d'autre part sont présentés comme complémentaires. Il faut bien reconnaître qu'on est là, sur le fond, devant un personnage à la vision large et lucide, dont la crédibilité est renforcée encore par une vigueur d'expression et un souci de réalisme qui n'étaient plus coutumiers.

L'effet Gorbatchev

L'URSS va-t-elle pour autant trouver, d'ici la fin du siècle, un dynamisme nouveau ? La question, posée comme on le sait depuis quelques années, reste légitime. C'est qu'il y a dans la logique du secrétaire général, quelques « zones d'ombre ». D'une part, M. Gorbatchev reste silencieux ou discret sur certaines questions, pourtant cruciales, du développement à venir. D'autre part, son discours lui-même comporte des faiblesses d'articulation, voire des contradictions internes, qui laissent planer des doutes sur sa capacité à maîtriser réellement son « sujet ». Enfin on ne saurait oublier que M. Gorbatchev a affaire à forte partie : 270 millions de citoyens dont près de 20 millions de membres du Parti. Ce qu'on en sait explique et justifie, peut-être, certaines de ses prudenances.

Ombres

Comme on l'a fait observer ci-dessus, deux points du discours de M. Gorbatchev s'inscrivent sans grande originalité dans la ligne tenue par ses prédécesseurs. Il s'agit de la politique économique d'une part, de l'organisation générale du système d'autre part. Or ces deux points sont essentiels pour juger des chances de redressement de l'économie soviétique. Ils le sont en particulier pour nous Occidentaux. La politique économique renvoie à la politique d'investissement et de modernisation et par conséquent à la nature et l'origine des équipements qui devront être injectés, au cours des prochaines années, dans le tissu industriel. L'organisation du système renvoie, elle, au grand débat sur la nature même de l'URSS, à la grande attente sur son attitude sur la scène internationale. Or force est de reconnaître que M. Gorbatchev, sur ces deux aspects, laisse l'observateur sur sa faim.

Prenons ainsi le problème de l'investissement et de la modernisation. Sans doute le secrétaire général fournit-il des réponses aux interrogations implicites de ses auditeurs. A la question de savoir ce que sera la source de l'effort d'investissement prévu, il répond en évoquant la mobilisation des réserves, un effort décisif et rapide dans le domaine des économies de matériaux, de matières premières, de capital... Au problème que pose l'origine des technologies modernes qui devront être répandues dans l'économie, il propose également une solution. Il faut, dit-il, utiliser à plus grande échelle les techniques modernes dont certains secteurs, certaines entreprises, disposent déjà. Au fond, il faut procéder à l'extension de tout ce qui est déjà intensif : c'est le propos tenu aux sidérurgistes d'Ukraine [13] aux pétroliers et gaziers de Sibérie [16], aux agriculteurs du Kazakhstan [17]. Il va de soi, pour le plus long terme, que l'état d'esprit aura changé, que la politique d'investissement aura porté ses fruits, que la promotion de la recherche-développement aura eu des résultats positifs : ni le volume de l'investissement ni sa qualité ne devront alors faire problème.

On perçoit bien là une des grandes zones d'ombre du discours gorbatchévien : l'absence de toute référence au rôle possible de l'extérieur dans cette entreprise de renouveau technologique. Alors mettons que d'ici l'an 2000 la société soviétique devienne innovatrice, que l'économie soit « réceptive au progrès scientifique et technique » [12]. Il reste douteux que l'impulsion nécessaire à cette transformation radicale puisse se suffire d'une simple mobilisation des capacités existantes : le niveau technologique moyen des secteurs industriels accuse un retard parfois considérable par rapport au niveau mondial. M. Gorbatchev ne se plaint-il pas lui-même de la faible qualité des fabrications classées dans les catégories supérieures ?

Pourtant, le secrétaire général du Parti n'est pas totalement silencieux sur les relations économiques extérieures. Ici il évoque des « possibilités favorables, malgré la tension internationale » pour le développement du commerce [7]. Là, il suggère de « continuer d'élargir et d'approfondir les relations commerciales », de « développer en commun les nouveautés scientifiques et technologiques, construire des entreprises, mettre en valeur des ressources naturelles » [7]. Il lui arrive même d'être plus précis : en prônant par exemple une politique d'exportation plus efficace, qui renvoie à la dégradation des termes de l'échange subie depuis le début des années quatre-vingt [7]. Mais l'essentiel manque : l'insertion structurelle de l'étranger dans la politique de développement à venir. Il faut dire qu'au regard des quelques notations positives à l'égard du commerce, il existe également des considérations plus défavorables. Aussi cette critique adressée au ministère de l'industrie chimique — dont on sait qu'il a été un des grands importateurs d'équipements occidentaux — pour avoir gaspillé les moyens dont il disposait [7]. Ainsi également ce renvoi du Comité d'Etat à la science et à la technique (GKNT) à son rôle originel de promoteur du progrès technique interne alors que cette institution avait été, dans les années soixante-dix, le grand maître d'œuvre de l'ouverture de l'Ouest.

Mais de fait, si M. Gorbatchev évoque les relations économiques extérieures il ne les insère pas dans sa « logique ». Au fond, tout se passe, sur ce point pourtant fondamental de toute stratégie de développement, comme si l'opinion du secrétaire général n'était pas encore faite, comme si, dans le débat en cours, il attendait avant de trancher, adoptant pour l'heure une ligne médiane, ménageant les diverses thèses en présence. On notera de surcroît un silence — plus étonnant encore — sur les relations avec les partenaires socialistes, un refus de s'engager dans le débat tout aussi crucial qui se déroule sur ce thème.

C'est une conclusion analogue qu'on peut tirer de ces parts de discours consacrées à une autre grande question de l'avenir : la modification du « système ». Interprétera-t-on l'allusion à une « refonte complète de la planification et de la gestion de tout le mécanisme économique » [1] couplée au rappel permanent d'un renforcement de l'autonomie des unités de production, ou à l'évocation de la nécessité d'une gestion territoriale (« ceci met à l'ordre du jour le problème de la création d'organes de direction des grands complexes économiques » [12]) comme une prise de position favorable aux tendances dites « libérales »² ? On trouvera immédiatement le reflet d'une conviction inverse : dans le panégyrique de l'économie de guerre, déjà mentionné, dans le jugement positif porté sur l'industrialisation stalinienne et le rappel ému du stakhanovisme, dans la mention constante de l'importance de l'autorité centrale. Quant au « perfectionnement radical de la formation des prix » [12], aux accents hongrois, il n'a débouché, en août, que sur des mesures classiques propres à calmer les interprétations excessives. Ainsi, M. Gorbatchev se place à l'intersection des écoles de pensée, se présente comme le grand médiateur. Du coup l'intention réformatrice se réalise dans une approche administrative traditionnelle qui laisse en place l'essentiel. Des transferts de responsabilités, des peaufinages réglementaires, des restructurations d'organigrammes, des changements de personnes : on est dans le cadre d'une remise en ordre semblable à celles que toutes les administrations du monde effectuent de temps à autre. L'efficacité de ce type de mesures n'est pas nulle dans le court terme surtout lorsqu'elles sont appliquées avec un minimum de conviction et de vigueur, ce qui paraît probable dans le cas de M. Gorbatchev. Mais elles sont loin de préparer ce bouleversement radical des comportements économiques qu'il entend provoquer.

Contradictions

Cette prudence sur les questions de fond concernant le moyen et le long terme, l'économique et le structurel, lorsqu'elle est confrontée à l'engagement actif sur les

2. Du discours devant le XXVII^e congrès, les observateurs ont retenu que M. Gorbatchev évoquait une « réforme » radicale de l'économie. Sans nier l'importance que prend l'utilisation du mot « réforme » banni depuis belle lurette des discours officiels, on fera observer qu'il s'inscrit, lui aussi, dans la continuité d'une partie du discours précédent.

tâches immédiates et les problèmes de comportement social fait apparaître un hiatus saisissant dans la logique de M. Gorbatchev. Sans doute ce dernier s'efforce-t-il d'articuler de façon cohérente son discours sur des objectifs aussi différenciés selon le temps et selon les domaines d'actions, donnant ainsi l'exemple de la « capacité à harmoniser la solution des problèmes de long terme et de court terme » [17] qu'il espère voir naître chez ses cadres. Il reste que la manipulation des deux couples — dramatisation et mobilisation d'une part, économie et société d'autre part —, pour nécessaire qu'elle soit, fait apparaître ici et là des contradictions qu'on ne peut ignorer.

Prenons cette ambition si fréquemment et si fermement énoncée de faire naître, chez le citoyen soviétique, un regard neuf, une autre mentalité. Sans ce changement radical, c'est évident, ni le progrès technique, ni l'élévation durable des productivités, ni l'amélioration décisive de l'efficacité de l'organisation sociale ne peuvent être espérés. Mais on peut tout aussi bien affirmer que sans transformations profondes dans les technologies et dans les règles du jeu économique et social, les mentalités n'évoluent pas, et par conséquent les comportements. Suffira-t-il, pour mettre en branle ce long processus d'adaptation réciproque entre le système et ses hommes de mobiliser vigoureusement ces derniers ? A supposer même que le sursaut ait lieu, aura-t-il assez de profondeur et de force pour durer ?

Cet écart entre les ambitions de long terme et les solutions d'aujourd'hui est d'autant plus flagrant que M. Gorbatchev semble perdre lui-même de sa propre énergie au fur et à mesure que le temps passe, au fur et à mesure surtout qu'il s'éloigne des considérations générales pour aborder, en présence de ses hôtes de province, les problèmes concrets du développement régional et sectoriel. On est frappé en particulier de la moindre qualité de ses interventions de Tioumen [16] et de Celinograd [17], qui eussent pu être consacrées à deux thèmes importants à peine ébauchés dans les discours précédents : l'organisation du développement régional et notamment de la Sibérie, si coûteuse ; la relance d'une agriculture qui à elle seule mobilise près du quart des investissements de la main d'œuvre. Or l'analyse, ici, perd de son originalité et de sa profondeur ; les propositions s'insèrent dans le cadre le plus traditionnel qui soit. Tout devient prioritaire, en particulier les objectifs de production en volume, tout reste inchangé sur le fond ; le ton général lui-même s'alourdit.

Dès lors certaines contradictions qu'on pouvait relever dans les prestations précédentes se trouvent rétrospectivement mises en évidence. Ainsi observe-t-on un décalage entre la volonté ferme d'« éliminer les mentalités d'assistés » [7] et celle, non moins explicite, de faire du parti le grand pourvoyeur de mieux-être, le grand responsable de l'amélioration des conditions de vie. Ainsi également relève-t-on à de multiples occasions la double insistance à réaliser les plans en volume, notamment

3. *Cet alourdissement du discours doit-il être attribué au fait qu'il s'adresse à des auditoires « provinciaux » ou à une certaine usure (déjà !) ? Au vu des plus récents discours, d'importance nationale et internationale, on penche pour la première explication.*

pour la dernière année de l'actuel quinquennat et à adopter une approche principalement qualitative de l'activité productive. Sans doute y-a-t-il quelque solution dialectique à cette double nécessité. Du moins M. Gorbatchev ne l'explicite pas et laisse ses auditeurs-producteurs devant des contraintes contradictoires aussi difficiles à satisfaire aujourd'hui que par le passé.

Contradiction plus fondamentale peut-être encore, celle qui apparaît entre le discours sur demain dressant le portrait d'une société plus harmonieuse, plus responsable et sortie de sa léthargie et les paroles pour aujourd'hui, tout emplies de fermeté, d'appel à la discipline, voire de menaces. Il y a, dans la dimension « punitive » de l'objectif de mobilisation immédiate, des effets d'autant plus pervers que M. Gorbatchev doit, pour être crédible, frapper vivement et rapidement ; entre la discipline et la contrainte d'une part, le consensus et l'initiative d'autre part, il existe un fossé dont M. Gorbatchev ne dit pas comment il sera comblé. Eternelles interrogations, dira-t-on, et vraies pour tous les systèmes sociaux. Il n'empêche : le secrétaire général ne fournit, pas plus que ses prédécesseurs, la clé. Naviguer, dans le discours, entre le rappel de l'efficacité de l'économie de guerre et l'annonce d'une refonte complète de tout le mécanisme économique traduit certainement la conscience qu'il a de ce vaste problème et, tout à la fois, la difficulté extrême qu'il a à choisir la bonne voie.

Résistances

On dira qu'en un an, M. Gorbatchev ne peut avoir répondu à toutes les questions, qu'il est normal après tout que certains choix aient été reportés. On rappellera que sa jeunesse lui permet précisément de se donner de vastes ambitions et l'autorise à prendre le temps d'agir, avec « constance et vigilance », pour leur réalisation.

Tout cela est vrai. Il reste que M. Gorbatchev lui-même se présente comme un homme pressé, soucieux d'écarter rapidement les risques de la décadence. Ce seul rappel incite à ne pas se satisfaire de cette justification des ombres et des contradictions de son discours. Allons plus loin encore. Si M. Gorbatchev se montre incertain et incomplet sur certains points de son analyse et de son programme, c'est qu'il rencontre, dans la société soviétique, des résistances. Et malgré sa hâte, il doit en tenir compte : ne serait-ce que parce qu'un consensus sur sa politique lui est nécessaire ; ne serait-ce aussi peut-être que parce que son pouvoir n'est pas totalement assuré, en dépit des apparences. Ce soupçon concernant les résistances, que reflèteraient ses approches prudentes sur les grands problèmes de fond, se trouve d'ailleurs largement confirmé par certains éléments du discours, qui ne sont rien d'autre que des réponses indirectes à des critiques.

Ne doit-on pas prendre par exemple pour une défense (ou une attaque !) cet appel à « se garder de la fuite en avant » [11], ce souci de se méfier « d'une part de la routine et de la stagnation, d'autre part de l'aventurisme et du volontarisme » [12], cette fausse question elle-même : « Est-ce que le tournant que nous prenons n'est pas trop brutal ? ». [13] Manifestement, M. Gorbatchev n'est pas suivi par tout le monde concernant l'urgence d'une nouvelle politique et la vigueur à lui donner ! De la même façon l'observation selon laquelle c'est la richesse même de l'URSS qui a « corrompu » les décideurs [12], ce qui les a laissés se satisfaire de la situation sous le prétexte de l'immensité de ses ressources naturelles, sonne comme une réponse à des arguments bien connus sur la puissance inébranlable de l'URSS. On hésite à interpréter comme le reflet d'une opposition cette petite phrase, désinvolte et ironique, relative à l'attribution de jardins ouvriers : « Est-ce vraiment une activité d'entrepreneur privé lorsqu'une famille s'occupe de son petit jardin, passe son temps dans la nature ? » [11] Il y a pourtant là une référence à un débat crucial sur le devenir du secteur agro-alimentaire en URSS. Enfin, il est permis de s'interroger sur l'assimilation de la situation actuelle à celle qui prévalait avant le IX^e congrès du Parti (1920) [13]. On sait en effet que ce congrès fut dominé, à propos des choix de politique économique interne, par un vif débat entre les tenants de la militarisation de l'économie et ceux d'une libéralisation des règles du jeu, dont la conclusion fut précisément le choix d'une ligne médiane. M. Gorbatchev se contente d'une allusion, sans expliciter plus les raisons de l'analogie. Comprenez donc qui pourra ! Il n'empêche : C'est bien le IX^e congrès dont il est question et pas le X^e, celui qui devait décider un an plus tard du lancement de la NEP.

Qu'il y ait débat dans le parti et dans l'administration est au demeurant attesté, en dehors même des discours de M. Gorbatchev, par de nombreux articles consacrés aux sujets sur lesquels le secrétaire général s'avance le moins : le taux d'investissement, la réforme des mécanismes, l'ouverture à l'Ouest, l'intégration économique socialiste... Et pour un auteur s'efforçant d'intégrer la vision médiane de M. Gorbatchev, beaucoup restent encore sur des positions radicales dans le domaine de leur spécialité. Et, pour une autorité chahutant, au cours des débats qui ont suivi le plenum du mois de juin [12], les bottes de M. Gorbatchev, beaucoup, avec les précautions d'usage, témoignent d'une passivité et d'un attentisme peu prometteurs.

Supposons cependant que le Parti puisse être rénové, que M. Gorbatchev puisse vaincre la résistance, même passive, de « certains dirigeants qui, occupant longtemps le même poste, cessent souvent de voir le neuf et s'habituent aux défauts » [7]. Qu'en sera-t-il alors de la société ? Il n'est pas impossible que le citoyen soviétique approuve aujourd'hui les propos du secrétaire général, approuve même la remise en ordre qu'il a entreprise à l'intérieur du Parti. Aucun sondage il est vrai ne nous permet de mesurer sa cote de popularité, l'adéquation de son discours aux attentes populaires. Cependant le peu qu'on sait de l'état d'esprit de la population donne à penser que M. Gorbatchev a raison de dire que « le citoyen soviétique demande deux choses : la remise en ordre à l'intérieur, la paix à l'extérieur » [11]. Lorsque de surcroît cette remise

en ordre vise principalement le parti, on ne voit pas pourquoi le citoyen soviétique moyen en serait mécontent : d'avoir « coincé » les membres du parti entre l'autorité centrale et la base populaire est sans doute une des habiletés de M. Gorbatchev.

On peut donc penser qu'il y a aujourd'hui adéquation entre le dirigeant suprême et son peuple. En sera-t-il longtemps ainsi, et ce consensus — dont on suppose qu'il n'a pas été troublé par les mesures de restrictions sur la consommation d'alcool — résistera-t-il à la pression lorsque celle-ci finira par risquer de toucher le sort professionnel ou financier de chacun ? Le citoyen soviétique « jouera-t-il le jeu » ou cherchera-t-il, comme il l'a fait souvent, à se « couvrir » en attendant la fin de l'orage ? Si cette dernière hypothèse s'avérait, M. Gorbatchev risquerait fort de perdre son pari sur le sursaut national. Bien loin de faire naître des hommes nouveaux, il renforcerait la passivité et l'inertie qu'il s'efforce de combattre.

Il reste enfin une dernière question concernant l'attitude du corps social. Tout général vous dira que pour rendre son âme à une armée, il ne suffit pas de changer quelques capitaines ou de faire des exemples dans les hommes du rang. Il faut aussi améliorer l'ordinaire ; c'est ce qui permet de faire durer un peu le premier sursaut. M. Gorbatchev le sait bien, qui exige une attention immédiate et particulière aux questions touchant les biens de consommation et les services à la population [7] ⁴. Il ne dit pas s'il compte pour cela sur une mobilisation particulière dans ces secteurs. Il ne dit pas non plus s'il lancera, pour assurer ce nécessaire relai, une campagne d'importations.

Les questions qui viennent d'être évoquées sont légitimes. Les poser n'a pas pour but final d'annoncer l'échec de M. Gorbatchev, mais plutôt de montrer combien fragiles encore sont les hypothèses qu'on peut faire aujourd'hui sur l'avenir de l'Union soviétique et sur celui de son nouveau chef. Des zones d'ombre importantes restent à éclairer, des contradictions à lever, des résistances à vaincre. Les unes expliquent sans doute les autres : la prudence de M. Gorbatchev sur divers aspects de sa politique économique renvoie à des débats passionnés ; l'incertitude sur les réactions « productives » à la cure qu'il impose au parti et à la population l'empêche de choisir clairement.

M. Gorbatchev n'est ni Staline ni Khrouchtchev, ni Lénine ni Brejnev. Il est lui-même tout simplement. Dans un style bien personnel, il formule sur l'état de son pays un diagnostic sombre mais réaliste. A la manière d'un homme politique moderne il dresse une analyse socio-économique réaliste des difficultés qu'il rencontre. Ambitieux pour son pays, il ne voit pas d'autres moyens, pour entrer dans une nouvelle

4. De façon significative, le premier grand programme adopté sous sa férule est le « programme complexe de développement de la production de produits de consommation et de la sphère des services pour 1986-2000 » (*Pravda*, 1.10.1985).

étape du développement, que celui d'une mobilisation pressante du peuple et plus particulièrement de ses cadres. En un sens, il appartient à cette nouvelle génération de dirigeants d'un monde en crise, qui attache plus d'importance à l'âme des peuples qu'aux leviers technocratiques pour faire progresser leurs sociétés. C'est un atout. Mais c'est aussi un handicap. Entre l'ordre moral et la discipline, d'une part, et l'inertie des comportements sociaux, d'autre part, la lutte est toujours incertaine. Elle impose des compromis, voire des révisions, elle provoque des glissements, voire des dérapages, qui entraînent les pays sur des chemins autres que ceux qui avaient été envisagés. Entre l'URSS de demain telle qu'elle est souhaitée par M. Gorbatchev et celle d'hier, telle qu'elle a été léguée par M. Tchernenko il y a un écart tel que l'opération de mobilisation engagée aujourd'hui peut paraître bientôt, malgré sa vigueur, comme insuffisante et presque trop timide.

Le discours au XXVII^e congrès pourrait signifier que M. Gorbatchev a décidé précisément de cesser de ménager la chèvre et le chou, et de s'engager réellement dans une voie originale. Mais il peut tout aussi bien être interprété comme une de ces opérations destinées à maintenir en éveil un parti et une société décidément prompts à retrouver les vieilles habitudes. L'impressionnant renouvellement des cadres que le congrès a consacré peut également être perçu comme la condition *sine qua non* d'une politique de réformes profondes. Mais il ne faut pas exclure qu'il ne soit qu'un changement rendu nécessaire par le vieillissement marqué d'une grande partie des dirigeants, et le souci de disposer, aux postes de responsabilité, d'hommes sûrs.

REFERENCES DES DISCOURS DE M.S. GORBATCHEV

- [1] 10 décembre 1984 : « La création vivante du peuple », rapport de la conférence scientifique et pratique sur « le perfectionnement du socialisme développé et le travail idéologique du parti à la lumière des décisions du Plenum du Comité central du PCUS de juin 1983 », *Ekonomičeskaja Gazeta*, n° 51, décembre 1984.
- [2] 10 mars 1985 : Discours au Plenum du Comité central du PCUS, *Meždunarodnaja Žizn'*, n° 4, 1985.
- [3] 8 avril 1985 : Discours devant les dirigeants des unions et entreprises industrielles, des kolkhozes et sovkhozes, des brigades de production, les spécialistes et savants, *Kommunist*, n° 6, 1985.
- [4] 8 avril 1985 : Interview accordé au rédacteur de la *Pravda*, 8 avril 1985.
- [5] 10 avril 1985 : Conservation avec le rapporteur de la chambre des représentants du Congrès américain, *Kommunist*, n° 6, 1985.
- [6] 17 avril 1985 : Rencontre avec les travailleurs du district « Proletarskij » de Moscou, *Pravda*, 18 avril 1984.
- [7] 23 avril 1985 : Rapport au Plenum du Comité central « sur la convocation du vingt-septième Congrès ordinaire du PCUS et des tâches afférentes à sa préparation et à sa tenue », *Pravda*, 24 avril 1985.
- [8] 26 avril 1985 : « Interview à Varsovie lors de la réception en l'honneur des participants à la rencontre des dirigeants des Partis et des Etats des pays membres du Pacte de Varsovie », *Kommunist*, n° 7, 1985.
- [9] 8 mai 1985 : « L'exploit immortel du peuple soviétique — discours de commémoration du quarantième anniversaire de la victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre Patriotique, prononcé au Palais des Congrès du Kremlin », *Kommunist*, n° 8, 1985.
- [10] 15 mai 1985 : « Rencontres en terre de Leningrad », *Pravda*, 16 mai 1985.
- [11] 17 mai 1985 : « Avancer avec persévérance » — Intervention devant les militants des organisations du Parti de Leningrad, *Kommunist*, n° 8, 1985.
- [12] 11 juin 1985 : « Les questions-clés de la politique économique du Parti » discours prononcé à la Conférence sur « l'amélioration du progrès scientifique et technique comme nécessité vitale », *Ekonomičeskaja Gazeta*, n° 24, 1985.
- [13] 24 juin 1985 : « Le soutien des ouvriers aux plans du Parti », Intervention à Dnepropetrovsk, *Kommunist*, n° 10, 1985.
- [14] 25 juin 1985 : « Renforcer les liens entre science et travail, avancer plus vite », Rencontre à Kiev, *Pravda*, le 26 juin 1985.
- [15] 28 août 1985 : An interview with Gorbatchev, *Time*, 9 septembre 1985.
- [16] 6 septembre 1985 : « Le développement du complexe de Sibérie occidentale est l'affaire du peuple tout entier », Discours prononcé à Tjumen, *Pravda*, 7 septembre 1985.
- [17] 7 septembre 1985 : « Un développement intensif pour la production agro-industrielle », Allocution à Celinograd, *Ekonomičeskaja Gazeta*, n° 37, septembre 1985.
- [18] 15 octobre 1985 « Rapport au Plenum du Comité central », *Ekonomičeskaja Gazeta*, n° 42, octobre 1985.